

Dégradation des conditions de vie au travail :

À LA DGFIP AUSSI, IL FAUT PRENDRE LE MAL À LA RACINE !

Les suicides à France Télécom font la une de l'actualité. Ils font la démonstration de ce qu'une politique managériale toute entière dédiée à la recherche du profit maximum pour les actionnaires, à la mobilité forcée et à la réduction des coûts peut produire de désastres humains. Les méthodes de gestion des ressources humaines sont souvent sophistiquées. Elles ne peuvent cependant masquer ce qui est fondamentalement en jeu autour de la question du travail : outil d'exploitation maximum des femmes et des hommes ou source de développement humain. Ce n'est pas un débat théorique. C'est affaire de conception de la vie en société. C'est affaire de choix dont les conséquences sont bien concrètes !

Mais aussi dramatiques que soient ces « morts du travail », ils ne sauraient à eux seuls témoigner de la réalité globale de la souffrance au travail. La recherche effrénée de la productivité et de la réduction des coûts, le culte de la performance individuelle ne conduisent pas mécaniquement à de telles issues. Mais la déclinaison de ces dogmes meurtrissent quotidiennement des milliers de salariés.

PARTOUT, LES MÊMES INGREDIENTS NOCIFS

Les phénomènes dépressifs, les troubles musculo-squelettiques, la progression d'un certain nombre de maladies ou de manière plus commune le fait « d'aller au boulot à reculons » comme cela est souvent exprimé, révèlent le caractère massif et multiforme de cette souffrance.

La DGFIP n'est pas un monde à part de ce point de vue. Médecins du travail, acteurs sociaux, syndicats et agents qui ont mené eux mêmes de nombreuses actions collectives contre la dégradation de leurs conditions de vie au travail, ont multiplié l'envoi de signaux d'alerte à l'administration.

Celle-ci a longtemps pratiqué la politique de l'autruche. Elle ne pouvait en effet se résoudre à envisager que la politique qu'elle menait pouvait être source de bien des maux chez les agents.

Pourtant, ce sont bien les suppressions d'emplois, continues et massives, les restructurations incessantes, un management coercitif fondé sur l'obsession de la satisfaction des indicateurs, la perte de sens, de maîtrise du travail, l'écœurement d'être contraint à un travail de mauvaise qualité au nom du productivisme, et l'individualisation de la gestion des agents qui sont à la source de toutes les souffrances subies.

En fait, à la DGFIP comme à France télécom ou à Pôle emploi comme dans des milliers d'autres entreprises et services, ce sont les mêmes ingrédients nocifs qui ont été inoculés. Et s'il n'est pas question de faire des amalgames trop rapides, il n'est pas plus responsable de balayer d'un revers de mains des réalités dangereuses.

S'ATTAQUER VRAIMENT AUX RACINES DU MAL

Ces réalités ont manifestement rattrapé la Direction générale des Finances publiques qui dit aujourd'hui avoir pris conscience du problème et se déclare prête à agir.

Lors du groupe de travail du 8 juillet dernier (voir compte rendu sur les sites du SNADGI-CGT et du SNT-CGT) un certain nombre de dispositions a été arrêtée. La CGT les a approuvées globalement considérant que rien ne devait être négligé qui pourrait améliorer la situation des agents. Mais ces mesures n'auront un impact qu'à la condition que les personnels avec la CGT aient des exigences fortes vis à vis des directions locales pour leur mise en oeuvre concrète.

Pour preuve de la volonté affichée, la Direction générale ajoutait dans cette même réunion que les directeurs locaux seraient jugés sur leur capacité à prendre en charge le dossier conditions de vie au travail. Dont acte. C'est d'autant plus souhaitable que dans quelques endroits la raillerie semble encore de mise pour traiter de ces questions. Les expressions du style « *vous n'avez pas à vous plaindre, vous n'êtes pas à la chaîne ou à la gueule d'un four* » doivent effectivement disparaître des propos administratifs.

En tout état de cause, il n'est plus temps de tergiverser. La situation est trop grave pour des centaines d'agents de la DGFIP. Les premiers pas effectués par la

Direction générale doivent trouver des prolongements rapides.

Il faut traiter sans exclusivité toutes les causes de la dégradation des conditions de vie au travail à commencer par les principales : emploi, réformes, gestion des agents, modes de pilotage des services.

Lors de la réunion du 8 juillet, à une intervention de la CGT sur l'emploi, le Directeur général adjoint répondit qu'il y a effectivement un désaccord sur ce sujet mais qu'on en parlerait ailleurs et une autre fois... Voilà une façon de « botter en touche » qui n'est plus admissible.

DONNER DU POIDS A NOS EXIGENCES

On ne peut tolérer que le travail puisse faire souffrir alors qu'il devrait permettre de construire sa vie personnelle, celle de sa famille, qu'il devrait permettre de se réaliser, en participant au développement de la société. C'est encore plus vrai d'agents en charge de missions publiques comme le sont ceux de la DGFIP.

La Direction générale doit écouter les agents. Il faut surtout maintenant qu'elle les entende !

Pour cela, ne misons pas sur la spontanéité de l'administration. Plus sûrement c'est sur l'expression collective et une action persévérante qu'il faut compter.

C'est la finalité des cahiers revendicatifs que la CGT met à la disposition des personnels en cette rentrée 2009 : dire le vécu, exprimer les revendications, débattre des moyens d'action pour les faire aboutir.

Ces cahiers revendicatifs serviront aussi de point d'appui aux interventions de la CGT dans les prochains groupes de travail « conditions de vie au travail » qui vont se tenir d'octobre à décembre prochain.

La CGT appelle les personnels à se saisir de toutes les initiatives d'action de la prochaine période pour exprimer leurs revendications.

**SOUFFRIR AU TRAVAIL, C'EST PAS UN METIER !
A LA DGFIP NON PLUS ! AGISSONS ENSEMBLE !**